

FIDÈLES À NOS ENGAGEMENTS

Rapport de redevabilité du Gouvernement de l'Espagne

décember 2024

Annexe II. Cartographie des engagements



GOBIERNO
DE ESPAÑA

 **Acción de
Gobierno**

Fidèles à nos engagements

Annexe II. Cartographie des engagements

décembre 2024



Ce document présente la liste complète des engagements du Gouvernement pour la XV^e législature, sur lesquels porte l'exercice de redevabilité de la présidence du Gouvernement **Fidèles à nos engagements**. Sur les 197 engagements recensés, 195 ont été pris dès le début de la législature et deux nouveaux engagements ont été ajoutés au second semestre 2024 : (i) élaborer un Plan d'action pour la démocratie afin de protéger et de renforcer notre démocratie et (ii) mobiliser toutes les ressources nécessaires et aussi longtemps qu'il le faudra pour faciliter le relèvement des territoires frappés par la goutte froide.

La cartographie des engagements s'articule autour de huit axes stratégiques formulés par le président du Gouvernement dans son discours d'investiture.

Figure 1. Axes stratégiques de l'exercice de redevabilité **Fidèles à nos engagements**



Les origines ou sources des engagements sont les suivantes :

- (i) **Discours d'investiture du président du Gouvernement.**
- (ii) **Accord de coalition PSOE-SUMAR** pour un gouvernement progressiste : « **L'ESPAGNE AVANCE** ». Cet accord constitue le document programmatique du Gouvernement de coalition.
- (iii) **Déclarations des ministres**, faites à l'occasion de la présentation des principales lignes stratégiques de leurs ministères.



- (iv) **Plan pour la relance, la transformation et la résilience (PRTR).** Les objectifs des 31 volets qui composent le plan ont été intégrés aux engagements pris par le Gouvernement. Les objectifs qui ne sont pas suffisamment précis quant à la finalité poursuivie ont été ajoutés directement en tant qu'engagements.
- (v) **Autres interventions du président du Gouvernement.**

Le nombre de déclarations littérales émanant de ces sources s'élève à 960.

Les engagements ainsi construits sont rattachés aux différents axes stratégiques. Le tableau 1 indique le nombre d'engagements et de déclarations littérales par axe stratégique.

Par ailleurs, l'engagement « Avancer vers un système de fonction publique adapté aux besoins de l'emploi public, en éliminant le principe du taux de remplacement et en attirant et en retenant les talents » a été modifié. Le nouveau ministre de la Transformation numérique et de la Fonction publique a détaillé les nouvelles lignes stratégiques de son ministère lors de son intervention du 18 décembre au Congrès des députés. À cette occasion, il a présenté les lignes générales en matière d'emploi public, basées sur la planification stratégique à travers la gestion prévisionnelle des effectifs. L'objectif est de simplifier les procédures d'accès à l'emploi public et d'attirer et retenir les talents. L'engagement a donc été reformulé comme suit : « Avancer vers un système de fonction publique fondé sur la planification stratégique, à travers la gestion prévisionnelle des effectifs, simplifier les procédures et attirer et retenir les talents ».

Tableau 1. Engagements et déclarations littérales par axe stratégique

Axe stratégique	Nombre d'engagements	Nombre de déclarations	% des engagements (par rapport au total)
1. Achever la modernisation socio-économique dans une perspective écologique et numérique	56	298	28,4 %
2. Renforcer l'État-providence	61	305	31,0 %
3. Améliorer l'accès au logement	10	41	5,1 %
4. Impulser une transition écologique équitable	24	109	12,2 %
5. Consolider la position de l'Espagne en tant que référence mondiale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	9	51	4,6 %
6. Renforcer la cohésion territoriale et relever le défi démographique	19	93	9,6 %
7. Promouvoir le vivre-ensemble	2	5	1,0 %
8. Renforcer le leadership de l'Espagne en Europe et dans le monde	16	58	8,1 %
Total	197	960	100,0 %

Les tableaux ci-dessous présentent la liste complète des engagements par axe stratégique.

LISTE DES ENGAGEMENTS PAR AXE STRATÉGIQUE

I. ACHEVER LA MODERNISATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DANS UNE PERSPECTIVE ÉCOLOGIQUE ET NUMÉRIQUE

Numéro	Engagement	Nombre de déclarations
1	Développer une politique économique visant à créer des emplois de qualité, à atteindre le plein emploi et à ramener le taux de chômage dans la moyenne européenne	4
2	Achever le processus de modernisation de l'appareil productif éligible aux fonds <i>Next Generation</i>	6
3	Augmenter le pouvoir d'achat des Espagnols et des Espagnoles et contenir l'inflation	6
4	Continuer à renforcer la RDI	11
5	Promouvoir le transfert des connaissances scientifiques et l'innovation de l'appareil productif	5
6	Améliorer les conditions de travail de notre personnel scientifique par l'adoption du Statut du personnel enseignant et de recherche	3
7	Récupérer et attirer les talents scientifiques et innovants	2
8	Garantir, dans un texte de loi, la revalorisation annuelle du salaire minimum interprofessionnel afin que son montant se maintienne à hauteur de 60 % du salaire moyen	2
9	Finaliser un nouveau Statut du travail	5
10	Réduire la semaine de travail à 37,5 heures et continuer à progresser dans cette voie	4
11	Impulser les politiques actives pour l'emploi et continuer à créer des emplois de qualité, en particulier pour les jeunes, les personnes sans emploi et de plus de 45 ans	6
12	Renforcer les garanties des travailleurs et des travailleuses en ce qui concerne les modifications substantielles des conditions de travail et les dérogations à la réglementation du travail	1



13	Adopter un Statut des stagiaires	2
14	Encourager les modifications du temps de travail dans le sens d'une plus grande flexibilité des horaires et du télétravail afin de promouvoir une culture du travail différente en matière de coresponsabilité professionnelle, familiale et personnelle	8
15	Améliorer et mettre en place des congés rémunérés pour concilier la vie professionnelle et familiale	13
16	Améliorer les garanties dont disposent les travailleurs et les travailleuses en cas de licenciement	3
17	Améliorer la protection en cas de chômage	2
18	Améliorer la protection sociale et les prestations en faveur des travailleuses et travailleurs indépendants	2
19	Mettre à jour la législation sur la prévention des risques professionnels	4
20	Promouvoir le dialogue social par la participation des organisations patronales et syndicales aux processus de prise de décision sur les questions relevant du modèle de relations de travail en vigueur dans notre pays	7
21	Se concentrer sur la production des biens, services et matières premières qui nous offrent un avantage concurrentiel fort ou qui appellent une capacité de production minimale en raison de leur importance pour l'économie de demain	2
22	Renforcer la productivité et la compétitivité de nos entreprises	4
23	Renforcer le secteur audiovisuel pour faire de l'Espagne un pôle audiovisuel en Europe	4
24	Faire en sorte que la numérisation soit inclusive et qu'elle ne compromette pas la sécurité, les droits du travail, les droits sociaux et les valeurs démocratiques	6
25	Développer l'intelligence artificielle et en faire bon usage	12
26	Promouvoir la croissance et la numérisation des PME, du travail indépendant et des <i>start-up</i>	10
27	Poursuivre la numérisation de l'administration publique et faciliter l'accès dématérialisé aux services publics en veillant à ce qu'il n'entraîne pas d'exclusion	5
28	Élaborer le Plan national pour les compétences numériques	3
29	Continuer à promouvoir l'économie sociale par l'adoption d'une loi intégrale et développer le projet PERTE et la Stratégie pour l'économie sociale	5



30	Dynamiser la projection internationale de l'Espagne en favorisant la création, la croissance et l'internationalisation des entreprises	2
31	Faciliter les formalités administratives que doivent remplir les entreprises dans le but de réduire les coûts de fonctionnement des PME et d'améliorer l'efficacité de leurs processus	3
32	Revoir les instruments financiers au service du secteur productif afin de promouvoir les projets de transformation économique et d'accroître l'efficacité de leur financement	1
33	Renforcer la politique industrielle et l'orienter vers la transition écologique et la numérisation du système productif, en mettant à profit les atouts que possède notre pays dans la production d'énergie renouvelable, propre et à faible coût	10
34	Consacrer l'essentiel des fonds européens à la création de nouvelles industries, en développant les différents projets PERTE	4
35	Promouvoir le développement d'une industrie touristique compétitive dans une perspective écologique et numérique	6
36	Déployer une Stratégie nationale pour l'alimentaire, améliorer les canaux de distribution et l'étiquetage, et garantir l'équilibre et la transparence sur les marchés	9
37	Promouvoir l'intégration des femmes et des jeunes dans le secteur agroalimentaire et de la pêche	7
38	Assurer la rentabilité du secteur agroalimentaire et de la pêche dans une optique de durabilité et de fiabilité à l'international	14
39	Évoluer vers un système de fonction publique fondé sur la planification stratégique, à travers la gestion prévisionnelle des effectifs, simplifier les procédures et attirer et retenir les talents	5
40	Consolider un modèle d'emploi public de qualité et garantir le droit à l'évolution professionnelle du personnel de l'administration	18
41	Achever le processus de stabilisation de l'emploi temporaire au sein des administrations, afin de respecter le pourcentage maximum de 8 % pour l'ensemble des administrations publiques	4



42	Renforcer les instruments visant à limiter la concentration excessive des entreprises et à promouvoir la concurrence sur les marchés grâce à une réglementation et à une supervision appropriées	1
43	Créer une nouvelle Commission nationale de l'énergie afin de garantir et d'améliorer le fonctionnement du secteur de l'énergie	4
44	Renforcer la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité	6
45	Simplifier et accélérer les procédures administratives de passation de marchés et garantir le paiement des contrats du secteur public	3
46	Accroître la solidarité fiscale, améliorer la progressivité de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, élargir les assiettes fiscales et lutter contre l'économie souterraine	10
47	Progresser dans l'assainissement budgétaire	5
48	Réduire l'écart du ratio recettes/PIB par rapport à la moyenne européenne (46 % du PIB)	2
49	Lutter contre la fraude fiscale, l'évasion fiscale et l'évitement fiscal	4
50	Revoir l'impôt sur les groupes bancaires et énergétiques afin de le réadapter et de le maintenir après l'expiration de la période d'application actuelle, pour que ces deux secteurs continuent à contribuer à la justice fiscale et au maintien de l'État-providence	1
51	Évaluer les résultats de l'impôt temporaire de solidarité sur les grandes fortunes dans le but d'avancer vers une nouvelle fiscalité de la richesse dans le cadre du modèle de financement régional et de mettre fin à la concurrence fiscale déloyale entre les territoires	1
52	Garantir un taux d'imposition effectif minimum sur les sociétés de 15 % et promouvoir, au niveau international et européen, un régime de taxation minimale suffisante, ainsi qu'une répartition équitable des recettes	3
53	Renforcer les droits des consommateurs et des consommatrices	16
54	Élaborer le Statut de l'artiste	3
55	Promouvoir des mesures de protection des consommateurs et des consommatrices de produits financiers	4
56	Renforcer l'industrie culturelle	5
	Nombre total d'engagements : 56	298

2. RENFORCER L'ÉTAT-PROVIDENCE

Numéro	Engagement	Nombre de la déclarations
57	Garantir un accès équitable et universel aux soins de santé et améliorer la gestion du système national de santé	3
58	Continuer à renforcer les soins primaires et la prévention des maladies	7
59	Prendre les mesures requises pour réduire les listes d'attente dans le système national de santé	4
60	Accorder toute l'attention nécessaire aux professionnels du système national de santé afin d'améliorer les soins de santé et de retenir les talents	5
61	Développer le droit à des soins de santé mentale universels, publics et de qualité	7
62	Améliorer le portefeuille de services offerts par le système national de santé	11
63	Poursuivre la modernisation et l'innovation du système de santé	10
64	Progresser dans l'optimisation du système du médicament	1
65	Améliorer la surveillance de la santé publique et la capacité de réponse aux crises sanitaires	3
66	Élaborer des instruments et des politiques qui garantissent le droit à un mode de vie sain et durable, en particulier pour les enfants et les adolescents et adolescentes	10
67	Déployer et compléter la feuille de route pour l'amélioration des soins précoces en tant que droit subjectif de l'enfant	3
68	Adopter des mesures axées sur la prévention et le traitement des dépendances	4
69	Continuer à accroître le financement de l'éducation publique	1
70	Développer une politique de bourses d'études pour garantir l'accès à l'éducation	7
71	Élaborer la loi organique du système universitaire afin de moderniser les universités publiques	2
72	Continuer à réduire le prix des universités publiques et accélérer les procédures d'octroi des bourses universitaires, afin qu'elles soient versées au début de l'année académique	4
73	Renforcer la présence de l'art, de la culture et de la créativité dans le système éducatif	5



74	Universaliser l'éducation de 0 à 3 ans	5
75	Développer, réformer et moderniser la formation professionnelle	10
76	Renforcer l'apprentissage des mathématiques et la compréhension écrite et offrir les mêmes opportunités à tous les élèves	3
77	Développer les dispositifs d'aide aux cantines, aux activités éducatives extrascolaires et au matériel scolaire	4
78	Lutter contre toute ségrégation scolaire dans les établissements sous contrat bénéficiant de fonds publics	1
79	Lutter contre le harcèlement, la discrimination et la violence en milieu scolaire	7
80	Maintenir la revalorisation des pensions en fonction de l'IPC	4
81	Affecter au Fonds de réserve de la sécurité sociale les recettes obtenues au titre du « mécanisme d'équité intergénérationnelle »	1
82	Améliorer l'action protectrice du système de sécurité sociale	4
83	Augmenter les ressources et continuer à impulser un changement de modèle dans la prise en charge des personnes dépendantes, axé sur l'amélioration de la qualité du service offert et la promotion de l'autonomie	7
84	Approuver et mettre en œuvre la Stratégie nationale pour la désinstitutionnalisation : vers un nouveau modèle de soins au sein de la communauté	2
85	Promouvoir des politiques visant à relever le défi de la solitude non désirée	3
86	Renforcer les politiques publiques en matière de soins et évoluer vers un système fondé sur les droits	6
87	Renforcer les programmes de l'Institut des personnes âgées et des services sociaux (IMSERSO)	1
88	Renforcer et développer les services sociaux par le biais d'une loi qui les déclare services essentiels, qui défende leur universalisation effective et encourage leur modernisation	2
89	Garantir dans un texte de loi un délai maximum de 30 jours pour la réception des prestations	2
90	Continuer à améliorer et à renforcer le revenu minimum vital	5
91	Approuver des mesures de protection juridique, sociale et économique pour les familles dans toutes leur diversité	12
92	Promouvoir des environnements numériques sûrs et sains pour les enfants	8



93	Développer la réglementation d'application de la loi organique sur la protection intégrale de l'enfance et de l'adolescence	2
94	Progresser dans la reconnaissance, la réparation et la prévention des abus sexuels, en particulier dans le cadre des institutions religieuses	4
95	Conclure un accord national contre les discours de haine à l'égard des personnes et des groupes les plus vulnérables	2
96	Modifier l'article 49 de la Constitution afin de renforcer la protection constitutionnelle des droits des personnes en situation de handicap	4
97	Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sous toutes leurs formes, y compris les plus graves comme le sans-abrisme	7
98	Renforcer les politiques de migration, en accordant une attention particulière aux groupes particulièrement vulnérables	6
99	Moderniser l'administration publique, améliorer son efficacité et son efficience et renforcer les services publics face aux défis sociétaux	13
100	Simplifier les procédures administratives et évoluer vers un nouveau modèle de services aux citoyens et aux citoyennes en présentiel	6
101	Étendre les droits et les libertés dans l'accès au service public de la justice, notamment en promouvant la « justice à l'écoute »	5
102	Mettre en œuvre une nouvelle organisation de l'administration de la justice	3
103	Promouvoir la réforme numérique et procédurale de l'administration de la justice, dans une optique de rapidité, de proximité et d'efficacité du service public	5
104	Garantir le respect de la Constitution en ce qui concerne le renouvellement des organes constitutionnels	1
105	Renforcer les droits fondamentaux et les libertés publiques	2
106	Faciliter l'accès à la formation aux métiers de la justice en augmentant le budget alloué aux bourses	2



107	Améliorer les ressources, les infrastructures et les capacités des forces de sécurité de l'État et des institutions pénitentiaires	3
108	Promouvoir un pacte d'État pour les personnes LGBTI, ainsi que des mesures visant à lutter contre la discrimination à leur égard	9
109	Adopter des mesures pour lutter contre la xénophobie, le racisme et l'intolérance qui y est associée, et promouvoir l'inclusion sociale des groupes visés	3
110	Garantir l'accès à la culture et l'exercice effectif du droit à la culture pour toutes les personnes et sur tous les territoires	14
111	Protéger la pluralité et la diversité culturelles	3
112	Garantir l'égalité d'accès au sport et à l'activité physique à l'ensemble de la population et soutenir nos sportives et sportifs professionnels	21
113	Promouvoir une loi sur les « bébés volés » qui garantisse la vérité, la justice et la réparation à toutes les victimes et à leurs familles	1
114	Approfondir l'évaluation des politiques publiques, les exercices de redevabilité et les mécanismes de transparence	6
115	Mettre en place des initiatives en matière de sécurité pour les groupes vulnérables	4
116	Développer la réglementation d'application de la loi sur la mémoire démocratique	3
196	Élaborer un Plan d'action pour la démocratie afin de protéger et de renforcer notre démocratie	2
	Nombre total d'engagements : 60	305

3. AMÉLIORER L'ACCÈS AU LOGEMENT

Numéro	Engagement	Nombre de déclarations
117	Développer les mesures prévues dans la loi sur le droit au logement pour contenir et réguler les prix des loyers, et pour garantir les mécanismes de protection dans le cadre des procédures d'expulsion	5
118	Créer et mettre en œuvre des mécanismes pour garantir et promouvoir le droit à un logement décent, adéquat et abordable en milieu urbain et rural	5
119	Mettre à disposition 184 000 logements sociaux à des prix abordables pour que le parc locatif social représente jusqu'à 20 % du parc immobilier espagnol	5
120	Favoriser l'accès des jeunes au logement par des mesures d'aide à l'achat ou à la location	7
121	Mettre en œuvre des mesures destinées à alléger le poids des prêts hypothécaires	4
122	Élaborer un cadre juridique et fiscal qui permette d'accroître l'offre locative	3
123	Revoir la réglementation relative à l'hébergement non résidentiel et touristique dans les zones tendues	3
124	Prioriser et encourager la rénovation des logements en mettant l'accent sur l'amélioration des performances énergétiques	3
125	Progresser dans la planification de la politique du logement en y intégrant les concepts de transparence et de participation	3
126	Promouvoir la régénération urbaine et mettre en œuvre l'Agenda espagnol pour les villes	3
	Nombre total d'engagements :10	41

4. IMPULSER UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ÉQUITABLE

Número	Engagement	Nombre de déclarations
127	Continuer d'impulser une transition écologique équitable	6
128	Adapter le territoire et les infrastructures pour faire face aux nouveaux phénomènes provoqués par le changement climatique	9
129	Miser sur le déploiement de l'hydrogène renouvelable	1
130	Promouvoir le déploiement des énergies renouvelables en Espagne en impliquant la population	7
131	Promouvoir l'adaptation des infrastructures énergétiques ainsi que leur digitalisation et leur stockage	1
132	Promouvoir la consommation d'électricité produite localement et la création de communautés énergétiques ; encourager l'autoconsommation	7
133	Approfondir la réforme du marché de gros de l'électricité pour corriger les effets d'aubaine du mécanisme actuel, dans lequel les marges bénéficiaires profitent aux fournisseurs, restituer ces marges aux consommateurs d'énergies renouvelables et réduire la facture des ménages et des entreprises	1
134	Poursuivre la fermeture échelonnée des centrales nucléaires et mettre à jour le plan de gestion des déchets radioactifs	2
135	Avancer en matière de fiscalité verte pour impulser la transition énergétique	2
136	Favoriser la rénovation des bâtiments publics pour améliorer leurs performances énergétiques	1
137	Revoir à la hausse les engagements climatiques pour atteindre l'objectif européen de réduction des émissions de 55 % d'ici 2030	1
138	Continuer d'encourager les mesures de décarbonation de notre économie	12
139	Continuer de miser sur la mobilité durable et le transport public, en veillant à ce qu'il soit abordable pour celles et ceux qui ont en le plus besoin	10



140	Continuer à élaborer des politiques visant à stimuler l'économie circulaire et à réduire l'impact écologique des biens de consommation	5
141	Conserver et restaurer les écosystèmes et leur biodiversité	7
142	Préserver le milieu marin et adapter le littoral aux effets du changement climatique	5
143	Continuer de promouvoir des mesures pour lutter contre la sécheresse, en atténuer les effets et renforcer l'utilisation durable de l'eau	9
144	Mettre en place des politiques visant l'utilisation durable et une modernisation des ressources dans le domaine de l'agriculture irriguée	3
145	Encourager la bioéconomie et l'agriculture biologique	5
146	Défendre la pêche et l'aquaculture durables	3
147	Adopter une loi sur l'agriculture familiale	3
148	Adopter une loi contre le gaspillage alimentaire	2
149	Promouvoir la protection des droits des animaux et le bien-être animal	4
150	S'assurer que le budget général de l'État est aligné sur les Objectifs de développement durable et la transition écologique	3
	Nombre total d'engagements : 24	109

5. CONSOLIDER LA POSITION DE L'ESPAGNE EN TANT QUE RÉFÉRENCE MONDIALE EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Numéro	Engagement	Nombre de déclarations
151	Renouveler le Pacte d'État contre la violence de genre ; garantir et renforcer son efficacité	9
152	Adopter une loi sur la parité	3
153	Préparer une loi intégrale contre toutes les formes de traite des êtres humains, en portant une attention particulière à celles qui concernent principalement les femmes	1
154	Renforcer la lutte contre les violences sexuelles	10
155	Garantir l'exercice effectif des droits sexuels et reproductifs des femmes	7
156	Renforcer les moyens et les ressources pour lutter contre la violence de genre dans les domaines de la santé, de la justice, de la police et de l'accompagnement psychologique	7
157	Continuer à travailler à l'élimination des écarts entre les femmes et les hommes en matière de pensions	2
158	Continuer à travailler à l'élimination des écarts entre les femmes et les hommes en matière d'emploi	3
159	Continuer à promouvoir des mesures pour atteindre l'égalité effective entre les femmes et les hommes dans les domaines scientifique, culturel et sportif.	9
	Nombre total d'engagements : 9	51

6. RENFORCER LA COHÉSION TERRITORIALE ET RELEVER LE DÉFI DÉMOGRAPHIQUE

Numéro	Engagement	Nombre de déclarations
160	Moderniser le système de financement des régions de manière à garantir les principes d'équité, d'autonomie financière, de solidarité et de coresponsabilité budgétaire et fiscale	4
161	Assumer une partie de la dette des communautés autonomes	2
162	Renforcer l'autonomie financière des administrations locales qui doivent disposer de moyens financiers suffisants	4
163	Consolider les politiques visant à relever le défi démographique, en particulier quand elles sont destinées à favoriser l'accès aux services publics	12
164	Poursuivre la mise en œuvre des politiques de solidarité territoriale en matière de migration, principalement dans les îles Canaries, et fournir davantage de ressources aux communautés autonomes les plus touchées par le phénomène migratoire	2
165	Continuer à promouvoir des réformes pour améliorer le modèle espagnol d'État décentralisé	1
166	Cultiver le dialogue entre toutes les administrations et renforcer la co-gouvernance	3
167	Faciliter l'accès des citoyennes et citoyens à l'administration générale de l'État dans les langues co-officielles et intégrer l'utilisation de la langue des signes	2
168	Agrandir et moderniser le réseau des trains de banlieue	4
169	Créer et améliorer les infrastructures et les connexions ferroviaires et promouvoir les corridors méditerranéen, cantabrique-méditerranéen et atlantique	19
170	Développer de nouvelles infrastructures routières et inscrire leur gestion dans une logique d'innovation, de durabilité et de qualité du service public	2
171	Avancer en matière de développement des services et des infrastructures portuaires et aéroportuaires	7
172	Assurer et améliorer les services de transport public et garantir la connectivité des territoires non continentaux	5
173	Garantir la connexion au réseau sur l'ensemble du territoire ; déployer la 5G et garantir un accès universel à internet	5
174	Continuer à travailler au relèvement complet de l'île de La Palma (Canaries)	1



175	Améliorer la sécurité citoyenne	3
176	Consolider et approfondir la sécurité publique et routière, la protection civile et la sécurité pénitentiaire	11
177	Lutter contre toutes les formes de criminalité grave, en particulier la criminalité organisée et le terrorisme	4
197	Mobiliser toutes les ressources nécessaires aussi longtemps qu'il le faudra pour permettre le relèvement des territoires frappés par la goutte froide	2
Nombre total d'engagements : 19		93

7. PROMOUVOIR LE VIVRE-ENSEMBLE

Numéro	Engagement	Nombre de déclarations
178	Privilégier le dialogue pour aborder les litiges territoriaux	2
179	Promouvoir le vivre-ensemble et poursuivre le rapprochement entre la Catalogne et le reste de l'Espagne	3
Nombre total d'engagements : 2		5

8. RENFORCER LE LEADERSHIP DE L'ESPAGNE EN EUROPE ET DANS LE MONDE

Numéro	Engagement	Nombre de déclarations
180	Consolider la position de l'Espagne au sein du système de sécurité international et travailler en faveur de la paix	4
181	Promouvoir l'autonomie stratégique ouverte de l'Union européenne et une coordination accrue entre les États membres en matière de sécurité	1
182	Promouvoir la reconnaissance de l'État de Palestine et avancer vers la paix au Proche-Orient	4
183	Continuer à soutenir l'Ukraine et travailler en faveur d'une paix juste et durable	5
184	Transformer et moderniser nos forces armées avec une gestion des ressources axée sur le renforcement des capacités militaires	4



185	Plaider en faveur d'une meilleure gouvernance économique au service des personnes dans l'Union européenne	4
186	S'engager toujours plus fermement en faveur du multilatéralisme et de la coopération en tant qu'axes fondamentaux de l'action extérieure	11
187	Resserrer les liens avec tous les pays d'Amérique latine	4
188	Renforcer et moderniser l'action extérieure et le service extérieur	5
189	Défendre les valeurs européennes et promouvoir le dialogue et le respect de la pluralité sur le continent	5
190	Promouvoir le Pacte européen sur la migration et l'asile en renforçant le contrôle aux frontières et les mesures de lutte contre l'immigration irrégulière, et en améliorant le système de protection internationale	2
191	Promouvoir le Pacte vert pour l'Europe	1
192	Impulser et garantir la défense des droits du travail à l'échelle internationale	2
193	Continuer à promouvoir l'utilisation de l'espagnol et des langues co-officielles partout dans le monde et au sein des organisations internationales	3
194	Faire progresser la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour atteindre les Objectifs de développement durable	1
195	Renforcer la coopération internationale et augmenter le pourcentage du revenu national brut consacré à l'aide publique au développement	2
	Nombre total d'engagements : 16	58



GOBIERNO
DE ESPAÑA

 **españa**
Gobierna.